

# LE MOUVEMENT PROTESTATAIRE GREC DE MAKRIGIANNIS À TSÍPRAS : 1821-2015



CHRISTOPHE CHICLET \*

**A**lexis Tsípras, le secrétaire général de Syriza (Coalition de la gauche radicale) serait-il devenu le Salvador Allende du XXI<sup>e</sup> siècle. Les expériences socialistes démocratiques arrivées pacifiquement par les urnes sont systématiquement contrées par le patronat. Hier, les États-Unis, avec leur doctrine Monroe, utilisaient le coup d'État militaire, fusillant quelques milliers de personnes, en faisant disparaître tout autant et embastillant à tour de bras. Aujourd'hui, plus besoin de faire sortir les chars et couler le sang. À l'heure de la mondialisation et de la financiarisation, on assiste à des coups d'État à blanc, sans violence physique. Plus exactement, on peut désormais parler de « coup d'État financier ». Ainsi en Grèce, la tristement célèbre troïka (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Commission de Bruxelles) a tout simplement coupé les vivres à Athènes, obligeant le gouvernement à avaler les couleuvres de l'austérité, malgré deux élections législatives et un référendum gagnés entre janvier et septembre 2015. Mais cela ne veut pas dire que cette politique fait moins de morts qu'au Chili ou en Argentine. La Grèce, qui avait le taux de suicide le plus bas de l'UE, est désormais dans le peloton de tête de ces macabres statistiques, sans oublier la mortalité qui expose

---

\* HISTORIEN, JOURNALISTE, MEMBRE DU COMITÉ DE RÉDACTION DE LA REVUE CONFLUENCE MÉDITERRANÉE.

chez les personnes âgées et les malades chroniques à cause de la disparition du système de santé public. Bref, il s'agit d'une sorte « d'assassinats » silencieux, loin des caméras. Le 24 février 2015 sur Arte, le grand cinéaste Kostas Gavras déclarait : « La troïka fera tout pour que Tsípras échoue ». Les événements de l'année lui donnent entièrement raison.

## Petite histoire du mouvement protestataire grec

144 Le mouvement protestataire grec commence avec le déclenchement de la guerre d'indépendance contre le joug ottoman de 1821 à 1830. Cette lutte sera émaillée de plusieurs guerres civiles au sein des insurgés grecs entre les forces populaires dirigées par des généraux issus de la petite paysannerie indépendante, comme le général Makrigiannis<sup>1</sup>, et d'autres, ainsi que les forces conduites par la grande bourgeoisie marchande liée aux puissances de l'époque (France, Royaume-Uni, Russie). Le premier camp souhaitait instaurer une république. Les puissances imposeront un royaume, dirigé par un prince bavarois. Les hommes de Makrigiannis, après une première insurrection en 1843, lui imposeront une monarchie constitutionnelle. Ces derniers finiront par le chasser en 1862. Mais, là encore, les puissances vont imposer un nouveau prince, un Germano-Danois, Georges 1<sup>er</sup>, de son vrai nom : Wilhelm Ferdinand von Schleswig-Holstein-Sonderburg-Glücksburg !

Le mouvement protestataire de type social fait son apparition dans la deuxième partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de groupes anarchistes chez les petits paysans et vignerons de l'ouest du Péloponnèse et des îles Ioniennes, en liaison avec le mouvement libertaire italien. Mais il existe aussi des groupes anarchistes à Constantinople, regroupant des travailleurs grecs, turcs et d'autres minorités, et à Salonique avec des ouvriers slavo-macédoniens et grecs.

Les premiers groupes se réclamant du marxisme apparaissent au début du XX<sup>e</sup> siècle. En novembre 1908 est fondée à Athènes le petit groupe, Fédération des classes ouvrières, qui se transformera

---

<sup>1</sup> Giannis Makrigiannis (1797-1864) : né à Avoriti dans le massif du Pinde. Son père est tué par une bande d'Ali Pacha. En 1811, il est employé chez un marchand grec d'Arta. Il commence à faire du commerce pour son compte. Il entre dans l'organisation clandestine des nationalistes grecs, l'Hétairie. Il participe à l'insurrection de Patras en mars 1821, puis peu après à celle d'Arta. Il devient ainsi un des principaux chefs des insurgés. Dès le début 1822, il pointe l'antagonisme social entre la paysannerie combattante et les notables politiques.

en Parti socialiste grec en décembre 1909. Mais c'est à Salonique, encore sous occupation ottomane, que le mouvement ouvrier grec va vraiment s'organiser. En juillet 1909, le prolétariat juif de la ville fonde Federacion et publie *Avanti* en ladino et en grec. Leur leader est Abraham Bénaroïa, la figure de proue des prodromes du marxisme hellénique<sup>2</sup>. Federacion et onze autres groupes socialistes s'unissent pour fonder, en novembre 1918, le Parti socialiste ouvrier grec qui prend le nom de KKE (Parti communiste de Grèce, en novembre 1924). Le mouvement communiste connaît sa première scission en mai 1923. Les partisans de l'opposition de gauche soviétique fondent le KOMLEA ou Parti archéo-marxiste-archives du marxisme. Il va rompre avec Trotsky en 1926. Jusqu'en 1931, les archéo-marxistes, bien implantés dans les syndicats, seront plus puissants que les staliniens. En 1935, le mouvement protestataire communiste va suivre la ligne des Fronts populaires préconisée par Moscou. Pour la première fois, il envoie des députés au Parlement. Mais en août 1936, le général Métaxas impose une dictature de type fasciste. Tous les partis et syndicats sont interdits. Les militants plongent dans la clandestinité, mais toutes leurs structures seront démantelées par la police du régime. Le KKE ne renaîtra de ses centres qu'avec l'occupation allemande en avril 1941. Il va prendre la tête de la résistance en fondant une organisation civile de masse en 1941, l'EAM (Front national de libération) et son bras armé en 1942, l'ELAS (Armée populaire de libération nationale). À la libération, l'EAM comptera plus d'un million de membres et l'ELAS libérera 70 % du territoire. L'EAM-ELAS applique un programme de libération nationale et sociale et met en place une administration autogérée dans les campagnes, abandonnées par le pouvoir central depuis l'indépendance. En décembre 1944-janvier 1945, la guerre civile éclate entre les troupes britanniques et les anciens maquisards.

145

<sup>2</sup> Abraham Bénaroïa (1887-1979) : né à Vidin en Bulgarie, il s'installe à Salonique en 1908 juste après la révolution Jeunes Turcs. Il adhère au groupe des « anarchistes libéraux ». En 1909, il fonde la Fédération socialiste ou Federacion. Il est l'un des membres fondateurs de la CGT de Grèce et du Parti socialiste ouvrier de Grèce fin 1918. En 1924-1925, il dirige à Salonique la société Sovflot, compagnie maritime soviétique qui dépend du Gépéou. Avec l'occupation allemande en 1941, il est arrêté et restera en prison à Salonique jusqu'à l'automne 1944, alors que 95 % des juifs de Salonique sont exterminés. C'est une zone d'ombre dans sa biographie. En août 1945, il devient secrétaire général d'un petit groupe socialiste, l'Union socialiste de Grèce, jusqu'en janvier 1946 quand il rejoint le principal parti socialiste : le Parti socialiste de Grèce-Union des démocrates populaires. En 1953, il émigre en Israël. Antisioniste, il fonde un petit groupe socialiste : le Cercle d'études séfarades socialistes. Il meurt en Israël en mai 1979.

Les hommes de l'ELAS doivent rendre leurs armes. Le KKE participe alors à la vie politique. Mais les forces royalistes le harcèlent physiquement et les anciens partisans reprennent le chemin des montagnes. Le mouvement protestataire va revenir une nouvelle fois à la lutte armée. En août 1949, les troupes communistes sont battues grâce au soutien massif des Américains au régime d'Athènes.

## **Le retour à la démocratie et les nouvelles formes de protestation**

À partir de 1955 et surtout de 1962, le régime se démocratise. Les forces de gauche, communistes et socialistes, se regroupent dans l'EDA (Gauche démocratique unifiée) car le KKE est illégal depuis décembre 1947. Les démocrates non marxistes se réunissent dans l'Union du centre dirigée par Georges Papandréou. Son fils Andréas dirige l'aile gauche du parti, et Constantin Mitsotakis, l'aile droite. En 1962, les derniers prisonniers politiques sont libérés. C'est l'année suivante que va émerger un mouvement protestataire issu de la société civile et non des partis politiques ou de la lutte armée. Il s'agit du mouvement des « Jeunesses Lambrakis », dirigé par Mikis Théodorakis. Ce mouvement de jeunesse est né suite à l'assassinat du député EDA Grigoris Lambrakis, le 22 mai 1963<sup>3</sup>. Cet événement a été popularisé par le film « Z » de Kostas Gavras. Les Jeunesses Lambrakis vont multiplier les manifestations et les meetings, pour plus de démocratie en Grèce et pour le soutien à la cause chypriote. Cette agitation va permettre à l'Union du centre d'accéder au pouvoir en 1964-1965. Mais elle va être renversée par un coup d'État à blanc du Palais. En 1966-1967, les Jeunesses Lambrakis vont reprendre de plus belle leur militantisme. Aux élections prévues en juin 1967, les sondages donnent l'Union du centre largement gagnante, avec une forte progression de l'EDA. Le 21 avril 1967, le coup d'État des colonels met fin à cette espérance démocratique. Le mouvement protestataire replonge une nouvelle fois dans la clandestinité et la lutte armée.

146

---

<sup>3</sup> Grigóris Lambrákis (1913-1963) : médaille d'or aux Jeux balkaniques de 1935 au 200 mètres. Participe aux Jeux olympiques de Berlin en 1936. Chirurgien de la 10<sup>e</sup> division de l'ELAS pendant la résistance. Après guerre, il dirige une clinique au Pirée. Dirigeant du « Mouvement de la paix » en Grèce. Organise les marathons de la paix. Le premier en 1961 étant interdit, il fait la course seul. Député de l'EDA, il est assassiné à Salonique le 22 mai 1963 par des nervis d'extrême droite manipulés par la gendarmerie royale et le Palais.

Les résistants grecs connus qui vivent à l'étranger ou qui ont pu quitter le pays (Andréas Papandréou, Mélina Mercouri, Kostas Gavras, Konstantin Mitsotakis, Mikis Théodorakis...) font connaître la réalité de la dictature et appellent au boycott du tourisme en Grèce. Sur le terrain, trois groupes relativement importants passent à la lutte armée : deux groupes socialistes de gauche, le PAK et le PAM qui en 1975 fonderont le PASOK (Mouvement socialiste panhellénique), ainsi que le Parti communiste de l'intérieur, scission antistalinienne du KKE en février 1968, sans compter quelques individus isolés comme Alexandre Panagoulis<sup>4</sup>.

Contre les colonels, le mouvement protestataire vient pour la première fois des étudiants de l'École polytechnique d'Athènes. Début novembre 1973, ils se mettent en grève et occupent leur université. Ils installent une radio libre qui émet sur toute l'agglomération. Les 15 et 16 novembre, les jeunes ouvriers du Pirée et d'Athènes les rejoignent alors que la population les ravitaille. La junte, qui craint une insurrection, envoie ses chars dans l'enceinte universitaire. Une vingtaine d'étudiants seront tués, des centaines arrêtés, torturés et violés.

Avec la chute des colonels suite à la pitoyable aventure chypriote de juillet 1974, ceux-ci quittent le pouvoir, sont arrêtés, jugés. Konstantin Karamanlis revient d'exil dans l'avion de la République française prêté par le président Giscard d'Estaing. Le KKE est légalisé et l'aile gauche de l'Union du centre fonde, sous la houlette d'Andréas Papandréou, le PASOK. Ce dernier va s'appliquer à prendre le pouvoir. À chaque élection il double son score et en octobre 1981, les socialistes accèdent au pouvoir pour la première fois dans l'histoire de la Grèce. C'est un parti socialiste atypique : nationaliste, populiste, tiers-mondiste et antisocial-démocrate au point de refuser d'adhérer à l'Internationale socialiste.

---

<sup>4</sup> Alexandre Panagoulis (1939-1976) : membre des Jeunesses de l'Union du centre avant la dictature. Sous les drapeaux en 1967, il déserte pour fonder un groupe armé de résistance contre la junte : « Résistance nationale ». Le 13 août 1968, il organise un attentat raté contre le chef de la junte, le colonel Papadopoulos. Le 17 novembre, il est condamné à mort mais l'opinion publique internationale lui sauve la vie. Il s'évade en juin 1969 ; repris il est enfermé dans une cellule de 2 m sur 1,5 m, sous terre. Là encore l'opinion publique internationale le fera sortir de prison à l'été 1973. À la chute de la dictature, il est élu député de l'Union du centre en novembre 1974 puis devient député indépendant. En 1975-1976, il n'a de cesse de dénoncer le ministre de la Défense du gouvernement Nouvelle Démocratie, Evangelos Averoff, qui a eu un rôle trouble durant la dictature. Les hommes de ce dernier vont l'assassiner dans un faux accident de voiture le 1<sup>er</sup> mai 1976.

## Dévoiyés ou manipulés

Mais quelques soldats perdus de la lutte armée contre les colonels vont basculer dans le terrorisme à partir de 1975. L'organisation la plus connue est le Groupe révolutionnaire du 17 novembre (référence à l'entrée des chars dans Polytechnique ce jour-là). Il sera actif de 1975 à 2002 et déclaré jusqu'en septembre 2001 comme le groupe terroriste le plus dangereux au monde par les Américains. En effet, le 17 novembre a assassiné des agents de la CIA, de la DIA, de la DEA (US) et du MI6 britannique.

Le 17 novembre, fondé fin 1974-début 1975, est démantelé à l'été 2002, suite à un attentat raté qui a gravement blessé le poseur de bombe, Savvas Xyros. Son leader serait Alexandros Giotopoulos<sup>5</sup> et son bras droit au niveau de l'organisation militaire, Dimitri Koufodinas<sup>6</sup>. L'autre groupe plus important et le plus violent est l'ELA (Lutte populaire révolutionnaire), fondé sous la junte en 1971 par Christos Kassimis. Dès 1975, ce dernier, grâce à sa femme, est en liaison avec le 17 novembre. Il est tué par la police en octobre 1977 et remplacé par Kostas Agapiou<sup>7</sup>. L'ELA va arrêter ses opérations en 1995 et disparaître. Mais ses militants seront découverts et arrêtés en 2003. En démantelant le 17 novembre, les services de

148

<sup>5</sup> Alexandros Giotopoulos (pseudonymes dans l'organisation clandestine : Nikitas, Lambros, « Le Grand », est né le 20 février 1944 à Paris XX<sup>e</sup>. C'est le fils de Dimitri Giotopoulos, dirigeant des archéo-marxistes grecs, réfugié en France. Il retourne en Grèce où il vit de 1952 à 1963 puis revient en France. Il est étudiant en mathématiques et habite à la cité universitaire de Paris en 1965-1967. À cette époque, il s'éloigne du trotskysme de son père pour se rapprocher du guévarisme et du maoïsme. En 1965, il avait demandé la naturalisation française qui lui a été refusée. En 1971, la justice de la junte grecque le condamne à cinq ans de prison par contumace pour avoir fait entrer clandestinement des documents de propagande de l'ELA (Lutte populaire révolutionnaire). La même année, il avait été arrêté par la police française avec ce même type de documents. Fin 1974, il rentre en Grèce et plonge dans la clandestinité sous le nom de Michalis Ekonomou. Avec sa compagne française il habitait dans la petite île de Lipsi, dans le Dodécanèse. Arrêté chez lui le 18 juillet 2002 et condamné à perpétuité le 17 décembre 2003.

<sup>6</sup> Dimitri Koufodinas (pseudonyme Loukas) est né en 1958. Étudiant en droit durant la dictature des colonels, il entre aux Jeunesses du PASOK en 1975. Il aurait été rejoint le 17 novembre en 1983 et plonge dans la clandestinité en 1985. Dès 1992, il est surveillé par l'EYP, les services de renseignement grecs qui pourtant ne l'arrêtent pas ! Il a organisé et participé à huit assassinats. En juin 2002, il part se réfugier clandestinement dans la petite île d'Angistri, près d'Égine. Craignant d'être liquidé, il se rend de lui-même à la police le 5 septembre 2002. Le 17 décembre 2003, il est condamné à perpétuité.

<sup>7</sup> Kostas Agapiou (pseudonymes : Philippe, Nikola, « MM ») est né à Prévéza en 1947. Ingénieur civil à Athènes, il prend la tête de l'ELA en 1977. Réfugié à Zürich de 1980 à 1982, il fréquente la librairie « Eco-Libro » où il rencontre le couple De Marcellus qui fait partie du groupe suisse de l'organisation du terroriste international Carlos. Il est arrêté à Athènes le 1<sup>er</sup> février 2003 et condamné à 25 ans de prison le 11 octobre 2003.

renseignement présents (EYP grecque, FBI et Scotland Yard) ont trouvé les passerelles entre les deux organisations. À noter que ces deux organisations avaient des contacts en France, dans les pays de l'Est et avec des Palestiniens, des Turcs et des Kurdes.

Après le retour à la démocratie, c'est l'ELA qui frappe la première en faisant exploser six voitures de l'armée américaine à Élefsina en avril 1975. Jaloux, le 17 novembre met la barre plus haut en assassinant en décembre de la même année Richard Welch, le chef d'antenne de la CIA en Grèce qui avait joué un rôle trouble fin 1973-début 1974 quand la CIA a remplacé la junte des colonels par celle des généraux. Par ailleurs, il a existé une dizaine d'autres petits groupes moins structurés et d'une durée de vie plus limitée. Depuis 2002-2003, les groupes les plus violents et les mieux organisés ont été démantelés. Ce sont des petits groupes anarcho-autonomes qui ont pris le relais en brûlant des voitures ou faisant exploser des bombinettes. Mais sachant que tous les membres du 17 novembre et de l'ELA n'ont pas été arrêtés et que certains jeunes sont passés plus sérieusement à la lutte armée, deux nouveaux groupes dangereux sont apparus : l'EA (Lutte révolutionnaire) en 2003 et les « Groupes révolutionnaires populaires combattants » en 2013. Après avoir posé des bombes faites pour tuer, l'EA tire une roquette contre l'ambassade des États-Unis en 2007 et l'année suivante mitraille un bus de policiers antiémeutes, puis un commissariat et disparaît en 2010 après avoir placé une bombe dans le bureau contigu du ministre de l'Intérieur. Son chef de cabinet est tué sur le coup. Les GRPC prennent la relève en janvier 2013 en posant une bombe dans les locaux de la Nouvelle Démocratie. En septembre un militant du parti néonazi Aube dorée poignarde un rappeur d'extrême gauche. Trois mois plus tard, deux militants des GRPC tuent deux membres d'Aube dorée devant une de leur permanence. Puis en décembre 2013 et janvier 2014, ils s'en prennent aux intérêts allemands, mitraillant l'ambassade et faisant exploser un magasin Mercedes-Benz. En décembre 2014, ils vont mitrailler l'ambassade d'Israël. Enfin en avril 2014, une voiture piégée avec 75 kg d'explosifs explose devant la Banque de Grèce en plein centre d'Athènes à six heures du matin, faisant de très gros dégâts, mais par chance aucun mort.

149

## La recomposition des forces de gauche

La crise financière, puis économique et sociale, touche la Grèce à partir de 2009-2010. Le pays s'enfonce dans l'austérité imposée par

les banques internationales et la troïka. Les gouvernements socialiste et conservateur, puis coalisés, acceptent ces diktats et plongent le pays dans une pauvreté jamais vue depuis la fin des années 1950.

Cette coalition conservateurs-socialistes va entraîner l'implosion de PASOK et l'irrésistible ascension de Syriza, l'amenant au pouvoir en janvier 2015. Pourquoi la Coalition de la gauche radicale (Sy.Riz.A) a-t-elle mordu sur l'électorat grec depuis 2012, comme le Podemos espagnol est en train de le faire, alors que Die Linke en Allemagne et le Front de gauche en France en sont incapables ? Dans le cas grec, tout vient de l'histoire complexe et tragique du mouvement communiste. Dès 1942-1943, il existe chez les partisans grecs une réelle volonté de construire une voie grecque vers le socialisme, à l'instar des hommes de Tito. À l'automne 1944, les partisans de l'ELAS peuvent prendre le pouvoir, mais les dirigeants du KKE, sur ordre de Staline, le leur interdisent : première défaite. De retour en Grèce après quatre ans de déportation en Allemagne, Nikos Zachariadis, le secrétaire général du KKE, opte finalement pour une nouvelle guerre civile en voulant forcer la main à Staline, avec le soutien officiel de Tito et officieux du Bulgare Georgui Dimitrov, avec comme exemple la Corée et le Vietnam : République populaire de la Grèce du nord, royaume de Grèce au sud ; deuxième défaite. Les communistes qui ne sont ni morts, ni emprisonnés, partent en exil en URSS et dans les démocraties populaires. La direction s'installe à Bucarest, les cadres obéissant à Staline dans les autres pays de l'Est, et les partisans de base à Tachkent en Ouzbékistan. La défaite, l'exil et le sentiment de trahison de l'Union soviétique transforment cette ville d'Asie centrale en une poudrière. En octobre 1955, les factions stalinienne et antistalinienne s'affrontent physiquement en pleine ville pendant plusieurs jours. La fissure va se transformer en rupture après le coup d'État des colonels. En effet pour des raisons d'échanges économiques et de gestion de l'affaire chypriote, Moscou souhaite ménager les colonels<sup>8</sup>. Pour les antistaliniens de 1944, 1949, 1955, c'en est trop. La direction du KKE explose en février 1968 à Bucarest. La scission est définitive. Les dissidents fondent le KKE-es (de

150

---

<sup>8</sup> Sur ce sujet, voir : Nikolaos Papadatos, *L'histoire de la scission du Parti communiste de Grèce : 1937-1968*, thèse soutenue en novembre 2014, université de Genève, faculté des lettres, département d'histoire générale, unité d'histoire contemporaine. À paraître aux Presses de l'Inalco.

l'intérieur), faisant ainsi référence à la lutte clandestine contre les colonels à l'intérieur du pays.

Désormais, le KKE-es va devenir, dans toute l'Europe, l'emblème d'une force communiste nouvelle, réformée, héritière de la voie grecque vers le socialisme, totalement émancipée de l'URSS, de l'idéologie poststalinienne-brejnévienne et surtout capable de réfléchir et de travailler sur le passé et les échecs des forces de gauche. Le KKE-es n'a donc rien à voir avec ce que l'on a appelé un peu plus tard les « eurocommunistes ».

Quand les deux partis communistes sont légalisés à la chute de la junte, la force de l'habitude fait que les orthodoxes-poststalinien restent et resteront longtemps la première force communiste avec environ 10 % à chaque élection. Le KKE-es, avec ses 4-5 %, regroupe plutôt l'intelligentsia communiste et communiste et la jeunesse. En 1986, il continue sa mue en devenant l'EAR (Gauche hellénique), abandonnant en chemin le terme « communiste ». Alors que le PASOK, omniprésent dans le paysage de la gauche grecque depuis 1981, commet ses premiers faux pas (clientélisme exacerbé, scandales politico-financiers, frasques sentimentales du Premier ministre), les deux frères ennemis du communisme se réunissent en 1989 pour fonder le Synaspismos (Coalition de la gauche et du progrès). Mais la greffe ne peut historiquement prendre. En 1991, les orthodoxes du KKE la quittent. En 2004, le Synaspismos poursuit son évolution, non pas vers la social-démocratie mais vers la gauche radicale en se transformant en Syriza<sup>9</sup>. Cette dernière a fait son aggiornamento depuis longtemps. La querelle des anciens et des modernes sur le communisme est digérée depuis des lustres. Pour Syriza, la chute du Mur et la disparition de l'URSS ont eu lieu dès février 1968 à Bucarest.

Les militants grecs qui ont rompu avec le stalinisme ont été relativement peu nombreux à rejoindre le PASOK, eu égard aux spécificités de ce dernier. En rompant avec le communisme, les pères de Syriza ont rompu avec toutes formes de totalitarisme. Ce n'est pas pour rejoindre aujourd'hui le social-libéralisme. C'est cette histoire peu commune qui pousse les hommes et les femmes

---

<sup>9</sup> En devenant Syriza, le Synaspismos a fédéré l'AKOA (Gauche du renouveau écologiste et communiste), la DEA (Gauche communiste internationaliste), le KEDA (Mouvement de la gauche unifiée dans l'action), le KOE (Organisation communiste grecque), « Citoyens actifs » (les Indignés grecs) et « Intervention écologiste ».

de Syriza, soutenus désormais par la majorité des électeurs grecs, à refuser le diktat de la troïka, à oublier les fantômes du passé et les mortifères dérives libérales.

## De 5 à 37 %

C'est aux élections législatives de mai puis de juin 2012 que le paysage politique grec change de fond en comble. Un séisme électoral encore plus profond qu'en octobre 1981. Le PASOK, corrompu et usé par quasiment trente ans de gouvernement, commence sa lente agonie. Le KKE continue à plonger lentement mais sûrement. En revanche, la Nouvelle Démocratie sauve les meubles et avec étonnement on voit l'émergence d'un parti ouvertement néonazi, l'Aube dorée. Dans un pays qui a subi une terrible occupation nazie, l'émergence de ce parti a été un choc. Son arrivée dans le paysage politique est la résultante de la crise et de la propagande d'Aube dorée contre le million d'immigrés installés en Grèce depuis la fin des années 1990-2000 (Albanais, Bulgares, Roumains, Turcs, Kurdes, Pakistanais...). Immigrés pourtant bien intégrés avant la crise, car travaillant essentiellement dans l'agriculture et le bâtiment.

Nombre de médias occidentaux proches des milieux néolibéraux ont fait un amalgame entre l'extrême droite et l'extrême gauche ! Et lors des dernières élections de septembre 2015, ces mêmes « commentateurs » annonçaient la pérennité voire l'augmentation des extrémistes de droite. Réalité du nombre de voix d'Aube dorée : mai 2012 : 441 000 ; juin 2012 : 426 000 ; janvier 2015 : 388 000 ; septembre 2015 : 378 000, soit moins 63 000. Mais le nombre des députés des différents partis politiques dépend aussi de l'abstention. En octobre 2009 : 29 % ; mai 2012 : 35 % ; juin 2012 : 38 % ; janvier 2015 : 36 % ; septembre 2015 : 45 %.

Le PASOK au pouvoir, avec une majorité absolue (160 députés sur 300 aux élections d'octobre 2009), décide d'organiser des législatives anticipées pour limiter préventivement la casse. Ce fut une terrible erreur stratégique du Premier ministre, Giorgakis Papandréou, fils d'Andréas, petit-fils de Georges. En 2012, la sanction est terrible pour les socialistes qui avaient accepté le mémorandum de la troïka, c'est-à-dire la mise sous tutelle de l'économie et une austérité jamais vue en Europe. Le PASOK perd 31 % des voix et 109 députés. La Nouvelle Démocratie perd 15 % des voix alors que Syriza fait un bond de 12 % et passe de 13 à 52 députés,

dépassant pour la première fois le frère ennemi du KKE. Mais un autre coup de tonnerre, les néonazis, avec 7 %, envoient 21 députés à la Vouli, certains font même le salut nazi dans l'hémicycle. Les partis politiques ne pouvant fonder un gouvernement majoritaire à la Chambre, de nouvelles élections ont lieu un mois plus tard. La Nouvelle Démocratie sauve les meubles, passant de 108 à 129 députés, mais le PASOK continue sa descente aux enfers : de 41 à 32 sièges. Aube dorée en perd un<sup>10</sup> et Syriza passe de 52 à 72 députés. Le président de la Nouvelle Démocratie, Andonis Samaras, forme alors un gouvernement de coalition avec les résidus du PASOK d'Evangelos Vénizélos. Aux élections européennes de 2014, Syriza devient le premier parti de Grèce (27 %), contre 23 % à la Nouvelle Démocratie, 9 % à Aube dorée, 7 % à un nouveau parti Potami (Fleuve) centriste-populiste et 6 % au KKE.

Il est désormais clair que Syriza est aux portes du pouvoir, ce qui inquiète fortement Bruxelles, Berlin et la finance internationale. En décembre 2014, les élections présidentielles ont lieu avec deux mois d'avance. Berlin et Bruxelles ont pris ouvertement position pour influencer les députés grecs. En effet, d'après la Constitution, c'est l'Assemblée nationale qui élit le président de la République à la majorité des deux tiers. En cas d'échec pour trouver une telle majorité, des législatives anticipées doivent être organisées rapidement. Ministres allemands et membres de la Commission de Bruxelles ont alors appelé les députés à voter pour le candidat conservateur Stavros Dimas, ancien commissaire à Bruxelles ! Pour les partis grecs de droite comme de gauche hostiles au mémorandum, il s'agit d'un *casus belli*. Dimas n'obtient pas les deux tiers et les législatives anticipées sont organisées le 25 janvier 2015. Dès l'échec des présidentielles, le taux d'emprunt quasi usurier du pays passe de 8,5 à 9,5 %, quand la France emprunte à moins de 1 %. La Bourse d'Athènes chute de dix points et la Banque centrale européenne coupe les vivres aux banques grecques. À la veille des élections de janvier et encore maintenant, les médias occidentaux parlent de Syriza comme un parti d'extrême gauche et son allié de l'ANEL (Grecs indépendants) comme un parti d'extrême droite antisémite et homophobe ! Méconnaissance ou volonté de nuire

<sup>10</sup> Après l'assassinat du rappeur d'extrême gauche Flessas, les deux-tiers des députés Aube dorée, dont son président, sont arrêtés et emprisonnés pour « organisation de bandes armées, rackets, port d'arme illégale... ».

pour des raisons idéologiques ? Les deux, à l'évidence. Comme nous l'avons vu, Syriza est composée des anciens du KKE-es, rejoints par les déçus du dogmatisme du KKE et de la dérive promémorandum du PASOK. Quand à l'ANEL, il a été fondé par Panos Kammenos<sup>11</sup> qui a quitté la Nouvelle Démocratie car il refusait de cautionner le mémorandum. Il s'agit d'un parti souverainiste de type gaullien.

Le 26 janvier 2015 au matin, la Grèce se réveille avec un gouvernement de la gauche radicale, anti austérité, anti-Commission de Bruxelles. Une première dans l'histoire de l'UE qui va tout faire pour étouffer cette espérance qui pourrait être rapidement contagieuse. Avec 36,34 % Syriza rate la majorité absolue de deux sièges. La Nouvelle Démocratie avec 28 % garde 76 députés, Aube dorée 17, KKE 15, ANEL 13, PASOK 13.

## Le coup d'État financier

154 Le lendemain de son élection, Alexis Tsípras a dû opérer des concessions douloureuses après des rencontres marathon dans les grandes capitales européennes pendant près de deux semaines en février, simplement pour toucher la dernière tranche du prêt de 7,2 milliards d'euros gelé par la troïka depuis décembre 2014, et donc payer ses fonctionnaires fins février. Il a dû aussi accepter la prolongation du mémorandum honni jusqu'en juin 2015, alors qu'il avait fait campagne contre. L'accord signé avec Bruxelles le 20 février a été « salué » par la Bourse d'Athènes qui a pris 9,81 % en une seule séance. Alors que le gouvernement voulait geler l'augmentation de la TVA, cet été, la troïka a contraint la Grèce de la faire passer de 13 à 23 % dans le domaine du tourisme, quand Syriza voulait la faire descendre. Cette décision de Bruxelles est idéologique et non économique. En effet, le secteur du tourisme est le seul à rapporter un peu d'argent à l'économie grecque. Cette augmentation va automatiquement faire baisser la fréquentation touristique et mettre au chômage des milliers de Grecs travaillant dans ce secteur (taux de chômage : 26-28 %, chez les jeunes : + de 50 %).

---

<sup>11</sup> Panos Kammenos est né en 1965, il a fait des études de sciences politiques à Athènes puis à Lyon. Au début des années 1990 il est élu député Nouvelle Démocratie à Athènes et sera longtemps le plus jeune député de la Vouli. En 2003, il est le chef de la délégation grecque à l'OSCE et vice-président de la Commission générale des affaires de politique et de sécurité à l'OSCE. C'est aussi un spécialiste du terrorisme en Grèce et un grand défenseur des causes chypriote et kurde. Il est aujourd'hui député du Dodécanèse.

Alors que Tsípras voulait renégocier la dette, Angela Merkel y a opposé un veto catégorique. C'est son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble qui a été le plus intraitable. Quand il était ministre de l'Intérieur, il a permis à la CIA avec l'aide des services allemands (BND) de faire transiter par l'Allemagne des prisonniers venus d'Irak à destination de Guantanamo, puis en 2009, comme il était déjà ministre des Finances, il a été éclaboussé par le scandale des caisses noires de la CDU-CSU planquées en Suisse ! Début 2015, ce dernier craignait par-dessus tout les réactions américaines. En effet, Obama, aiguillonné par l'important lobby grec au sein du Parti démocrate, a demandé de ne pas asphyxier la Grèce.

Par ailleurs, Schäuble veut faire oublier la dette de guerre allemande envers la Grèce qui s'élève aujourd'hui à plus de 80 milliards d'euros, alors qu'Athènes ne doit que 60 milliards aux banques allemandes, soit un arriéré de près de 20 milliards au profit d'Athènes. Mais l'intégrisme financier allemand n'est pas uniquement idéologique. Le 7 août 2015, l'Institut Leibnitz de recherche économique (IWH) annonçait que l'Allemagne avait réalisé des économies budgétaires de quelque 100 milliards d'euros depuis le début de la crise grecque, soit 3 % de son PIB. À noter que les pays les plus en pointe dans le soutien à l'Allemagne contre la Grèce sont la Finlande, les pays baltes et la Slovaquie. Tous ces pays étaient des alliés du III<sup>e</sup> Reich !

Durant l'été dernier, la troïka coupe les vivres financiers à la Grèce. Tsípras est obligé le 28 juin de fermer la Bourse pendant un mois et d'instaurer un contrôle des changes. Les Grecs ne peuvent sortir que 300 euros par semaine.

Étranglé, Tsípras qui n'a pas reçu l'aide des banques du BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud), décide d'organiser un référendum, pour ou contre le mémorandum, le 5 juillet. Il s'agit de montrer au peuple grec et à l'opinion publique progressiste internationale qu'il se bat autant qu'il le peut. Mais c'est le pot de terre contre le pot de fer, ou plutôt une sorte de résistance comme Léonidas et ses 300 aux Thermopyles. Le référendum est un incroyable succès, contrairement aux prédictions des commentateurs européens. La participation est de 62,5 %. Le non l'emporte avec 61,31 %. Pour la première fois toutes les régions de Grèce votent dans le même sens, même le Péloponnèse traditionnellement très à droite. Dans le Dodécanèse, la Crète, les Cyclades, la Thrace, l'Achaïe, le Pirée, les îles Ioniennes, le « non » avoisine ou dépasse les 70 %. Le surlendemain, Jean-Claude Juncker, président de l'UE, déclare :

« Je n'exclus aucune hypothèse ». Cette menace même pas voilée signifie que la Grèce sera exclue de la zone euro si elle n'accepte pas les réformes ultralibérales et l'austérité. C'est le même Juncker qui, Premier ministre du Luxembourg de 1995 à 2013, a fait de son pays le plus grand paradis fiscal au cœur même de l'UE.

De décembre 2014 à juillet 2015, on n'aura jamais vu telle ingérence des droites européennes, au pouvoir ou dans l'opposition, de la Commission de Bruxelles et des experts de la troïka (ces derniers sont appelés par les Grecs « les hommes en noir ») dans la vie politique d'un État souverain, qui plus est membre de l'Europe communautaire depuis 1981. Une partie de la presse grecque parle même du « IV<sup>e</sup> Reich ».

Le 1<sup>er</sup> juillet, Athènes annonce qu'elle ne peut rembourser une partie de sa dette au FMI. Tsípras est obligé d'aller à Canossa à Bruxelles pour obtenir le troisième plan d'aide. Le 6 juillet, le bouillant ministre des Finances, l'universitaire Giannis Varoufakis, est poussé à la démission par Tsípras. Varoufakis, peu diplomate, était devenu la bête noire du gouvernement allemand, de la Commission et des experts de la troïka, tout simplement parce qu'il s'entêtait à leur expliquer que le mémorandum ne permettrait jamais à la Grèce de s'en sortir. Il était aussi partisan de l'annulation d'une partie de la dette, seule solution pour éviter la banqueroute. Finalement, depuis juillet, Athènes accepte presque toutes les mesures du mémorandum et surtout sa nouvelle prorogation de six mois supplémentaires. Parmi les mesures du programme électoral de janvier 2015 de Syriza, Tsípras ne sauve que peu de chose : l'interdiction des expulsions des locataires, et les soins gratuits aux plus démunis.

L'aile gauche de son gouvernement et du parti commence à s'agiter. Les deux grandes figures historiques de la résistance antinazie et anticolonels, Manolis Glézos (créateur de « Citoyens actifs », les Indignés grecs, fondateur de Syriza) et Mikis Théodorakis, dénoncent les reculades du gouvernement. Sachant que Syriza est un parti hétérogène, Tsípras fait un coup de poker en démissionnant le 20 août et organisant des législatives anticipées pour le 20 septembre. Le 21 août, 53 membres du Comité central de Syriza et 25 députés quittent le parti et fondent l'Unité populaire derrière Panagiotis Lafazanis, le ministre de la Reconstruction productive, de l'Environnement et de l'Énergie<sup>12</sup>. Le pari du Premier ministre est risqué car l'Unité populaire pourrait

<sup>12</sup> L'Unité populaire est composée de 14 groupes et groupuscules de Syriza.

lui faire perdre la majorité et l'obliger de trouver une coalition bien au-delà de l'ANEL, c'est-à-dire avec des partis promémorandum.

Mais finalement l'électorat grec fera de nouveau confiance à Tsípras car ce dernier s'est battu ouvertement contre le mémorandum, au vu et au su de son peuple. Au final Syriza ne perd que quatre sièges : 35,46 %-145 sièges ; Nouvelle Démocratie 28,10 %-75 ; Aube dorée 6,99 %-18 ; coalition PASOK-DIMAR 6,28 %-17 ; KKE 5,55 %-15 ; Potami 4,09 %-11 ; ANEL 3,7 %-10 ; Union des centristes (nouveau parti dirigé par Vassilis Levandis, un ancien de l'aile droite du PASOK) 3,43 %-9. En revanche, l'Unité populaire rate complètement son pari. Avec 2,86 %, elle n'entre pas au parlement et ne pèse plus grand-chose dans le paysage politique. Elle a été victime d'une coalition de deux petits partis d'extrême gauche (Antarsya et Parti révolutionnaire ouvrier) qui a obtenu 0,85 %, empêchant l'UP de franchir la barre des 3 % nécessaires pour entrer à la Vouli. Mais un des phénomènes les plus importants de ces élections a été le taux d'abstention de 45 %, une première en Grèce depuis les élections de 1946.

Ainsi, malgré la confiance trois fois renouvelée des urnes grecques à une politique sociale et socialiste de relance du gouvernement de Syriza, Alexis Tsípras ne pouvait pas se battre à armes égales. Il a été terrassé par le coup d'État financier savamment organisé par Merkel, Schäuble, Juncker et la troïka.

157

## Bibliographie

- Chiclet Christophe, *Les Communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti communiste de Grèce de 1940 à 1950*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- Delorme Olivier, *La Grèce et les Balkans*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2013.
- Psaras Dimitris, *Aube Dorée. Livre noir du parti nazi grec*, Paris, Syllepse, 2014.

### Résumé :

En janvier 2015, le peuple grec a choisi de se battre démocratiquement par la voie des urnes contre l'austérité et la pauvreté imposées par la finance internationale représentée par la troïka, c'est-à-dire le FMI, la BCE et la Commission de Bruxelles. Malgré deux élections législatives et un référendum exprimant très clairement le rejet de cette politique sociale suicidaire pour une Grèce désormais dirigée par Syriza, rien n'a pu y faire. Le pays a été victime de ce que l'on appelle désormais un « coup d'État financier ». Mais le mouvement protestataire grec n'a pas dit son dernier mot ; en effet il remonte à 1821, date de l'insurrection contre le joug ottoman et, déjà à l'époque, pour une libération nationale et sociale.